



**DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA DIFFUSION**

**DEPARTEMENT RESSOURCES DOCUMENTAIRES HISTORIQUES ET ACTION CULTURELLES**

**Unité Médiathèque**

**Cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP)**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**Marché n°2025-12**

**« ACQUISITION D'OUVRAGES ET DE DVD POUR L'ÉNAP »**

**Date limite de dépôt : Lundi 20 octobre 2025 à 12H00**

## Article 1. Présentation

L'ENAP, établissement public national à caractère administratif implanté à Agen depuis 2000, a pour mission générale de former l'ensemble des personnels de l'Administration Pénitentiaire.

Elle forme en moyenne 6000 élèves par an.

**La Médiathèque Gabriel Tarde** dispose à l'heure actuelle de près de 28 000 ouvrages contemporains, 100 titres de périodiques, et plus de 2000 DVD, concernant principalement les domaines d'enseignement de l'école (droit, pénologie, sociologie, ...).

Les Principales thématiques couvertes sont :

- Exécution des peines et droit pénitentiaire
- Droit pénal et procédure pénale
- Criminologie
- Droit et justice
- Travail social
- Sociologie
- Psychologie
- Education et pédagogie

Mais également :

- Philosophie
- Santé
- Management
- Droit administratif
- Histoire
- BD
- Romans

## Article 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'ouvrages et de DVD à acquérir dans le cadre du développement des collections de la médiathèque, principalement dans les thématiques énumérées à l'article 1 du présent CCATP. Les différents fonds (études et recherches ou loisirs) feront l'objet de lots, sauf pour les documents qui ne sont diffusés que par l'éditeur.

La médiathèque passe les commandes d'ouvrages français thématiques (lot n°1) pour le fonds d'études et de recherche par voie électronique et elle importe les notices des titres commandés directement dans son catalogue.

Le présent marché est composé de quatre lots :

➤ **Lot n° 1 : Fourniture d'ouvrages français** couvrant les domaines énumérés à l'article 1 du CCATP et fictions pour le fonds loisir.

➤ **Lot n° 2 : Fourniture d'ouvrages étrangers** couvrant les domaines énumérés à l'article 1 CCATP. Les éditeurs étrangers les plus souvent sollicités précédemment sont des éditeurs des pays suivants : Belgique, Canada, Grande Bretagne. Mais d'autres pays pourront faire l'objet d'une commande.

➤ **Lot n° 3 : Fourniture de bandes dessinées pour le fonds loisirs** : les commandes sont essentiellement des nouveautés ou des titres en lien avec des animations.

➤ **Lot n° 4 : Fourniture de DVD** : Ce lot concerne des éditeurs fournissant des vidéos avec droits de prêts et de consultation. Il s'agit pour l'essentiel des achats de documentaires ou de fictions abordant les domaines couverts à la médiathèque et énumérés à l'article 1 du CCATP.

Les montants **maximum H.T. annuels** propres à chaque lot s'établissent comme suit :

- Lot n° 1 : 28 000 €
- Lot n° 2 : 1 500 €
- Lot n° 3 : 5 000 €
- Lot n° 4 : 5 000 €

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

La prestation proposée pour le lot n° 1 devra permettre de poursuivre la passation de commandes électroniques et l'importation des notices.

### Article 3. Caractéristiques

Le présent marché est soumis au code de la commande publique ainsi qu'aux règles du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publiés au JO du 1er avril 2021).

Il se présente sous la forme d'un appel d'offre ouvert conformément à l'article L. 2124-2 et R 2161-5 du code précité, et plus précisément sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum mais avec un maximum défini à l'article 2 du présent CCATP.

Les prestations, soumises à l'émission de bons de commande, pourront être échelonnées tout au long de l'année.

La médiathèque acquiert, à titre indicatif (sans valeur contractuelle) environ 1200 ouvrages, 175 romans, 150 bandes dessinées et 150 DVD par an.

### Article 4. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période de **UN (1) an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**.

Le marché est reconductible par tacite reconduction pour des périodes de UN (1) an sans pouvoir excéder une durée totale de QUATRE (4) ans, sauf dénonciation par lettre recommandée avec avis de réception postal par l'une des parties, DEUX (2) mois au moins avant chaque échéance annuelle.

### Article 5. Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
3. Le CCAG/FCS (cahier des clauses administratives générales / Fournitures courantes et services - arrêté du 30 mars 2021 publiés au JO du 1er avril 2021).

4. L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.
5. L'offre de prix et de service.

La réglementation applicable :

- Loi n°81-766 du 10/08/1981 relative au prix du livre ;
- Décret n°81-1068 du 3 décembre 1981 pris pour application de la loi du 10/08/1981 relative au prix du livre ;
- Circulaire du 10/01/1990 relative au prix des livres édités hors France et proposés à la vente en France ;
- Loi n°2003-517 du 18/06/2003 relative à la rémunération au titre de prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs ;

Les parties s'engagent à réaliser les déclarations à la Sofia prévues dans la loi du 18 juin 2003.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## Article 6. Sous-traitance

La sous-traitance du marché est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial (DC4) :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation visée aux articles L. 2141-1 et suivants du code la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 et 2, L. 822 – 3 et 5, L. 8254, L. 8231-1 du code du travail.

Les modalités de paiement du sous-traitant sont encadrées par les articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

## Article 7. Modalités financières

### 7.1 Information sur la facture électronique

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct, doivent obligatoirement adresser leurs factures à l'Énap sous format électronique.

La transmission des factures électroniques se fait à partir du portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix entre 3 modes de dématérialisation :

1. dématérialisation par échanges de données informatisées (EDI) : la transmission se fait du système d'information du fournisseur vers Chorus Pro, (il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus) ;

2. saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro ;
3. dépôt d'une facture sous le format pdf sur le portail Chorus Pro.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/facturation-electronique>

**Pour permettre au titulaire de se conformer aux obligations qui lui incombent au moment de saisir ses factures sur CHORUS PRO, il lui sera nécessaire de donner les références ci-dessous :**

- **le numéro SIRET de l'Énap : 180 092 199 000 17**
- **le code service : SFACT**
- **le numéro de marché : 2025-12**
- **le numéro d'engagement juridique : ce numéro sera communiqué sur chaque bon de commande.**

## **7.2 Modalités de règlement**

**Les prestations sont réglées par mandat administratif après exécution et vérification du service fait.**

**Dans le cas d'un groupement**, les prestations sont réglées auprès du **seul mandataire désigné par le groupement**. Il fait son affaire de la répartition de ce règlement entre chaque membre du groupement.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 5 mai 2021 *fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique*, toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- nom complet et adresse du prestataire/fournisseur et du client ;
- le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le cas échéant, numéro SIREN ou de SIRET ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de services ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA du client ;
- pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas le prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires ;
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- date à laquelle est effectuée la livraison des biens ou la prestation de service ;
- taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total hors taxe et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- en cas de régime particulier, (exonération, auto liquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire HT.

### **Les factures seront libellées à l'adresse ci-dessous :**

**Énap**

**Secrétariat général – services économiques**

**440, avenue Michel Serres – CS 10028**

**47916 AGEN CEDEX 9**

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École nationale d'administration pénitentiaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autres formalités, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation positive.

## Article 8. Détermination du Prix

### 8.1 Contenu des prix

Les prix sont établis en euros. En cas de modification des dispositions applicables en matière de législation fiscale, il sera fait application du taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés être franco de port et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, aux douanes, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Pour les lots n° 1, 3 et 4 : Le prix des ouvrages correspond au prix public de vente des éditeurs, en vigueur au jour de l'émission du bon de commande et de la remise consentie par le titulaire.

Pour la fourniture des ouvrages étrangers, lot n°2 : le prix résultera des prix publics de référence et de la remise consentie par le titulaire.

### 8.2 Révision du prix

Conformément aux articles R. 2112-10 et R. 2112-11 du code de la commande publique, les prix du marché sont réputés fermes pendant douze mois.

Ils sont par la suite révisibles annuellement à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché selon les modalités décrites ci-après.

Les prix seront ajustés lorsque le tarif des éditeurs supporte une augmentation ou une diminution, sur lequel sera appliquée la remise en pourcentage indiquée dans l'offre.

Si le titulaire souhaite bénéficier de la révision du prix, **il s'engage à faire parvenir** à la médiathèque de l'ENAP, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception **son nouveau tarif (barème) avec un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.**

La formule de calcul, les indices utilisés et la variation des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif. A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors de trente jours pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

L'utilisation d'une formule différente entraînera le rejet de la révision des prix et le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour effectuer une autre demande de révision. A défaut, les prix ne seront pas révisés.

Les prix révisés seront appliqués aux prestations réalisées après la date de révision.

**A défaut de cette notification par le titulaire, les prix appliqués sont réputés rester identiques à la période en cours.**

## Article 9. Modalités d'exécution des prestations

### 9.1 Délai et périodicité d'exécution

La fourniture des ouvrages et/ou des vidéos est effectuée au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

**Le titulaire devra obligatoirement respecter le délai de livraison spécifié dans son offre ou, à défaut, le délai maximum de 15 jours.** En cas de non-respect du délai, l'ENAP se réserve le droit d'annuler la commande correspondante sans préavis et de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur de son choix sans que le titulaire ne puisse élever une quelconque réclamation et/ou prétendre à indemnité pour quelque motif que ce soit.

## 9.2 Adresse et livraison des ouvrages

La fourniture des ouvrages et/ou des vidéos est effectuée au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Les livraisons seront effectuées à :

École nationale d'administration pénitentiaire

**Médiathèque Gabriel Tarde**

440, avenue Michel Serres – CS 10028

47916 AGEN cedex 9

**Les réceptions seront assurées les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9h à 17h.**

Personnes à contacter en cas de difficulté :

- pour les questions liées aux commandes et à la livraison des ouvrages à la médiathèque :

Marielle LIZE : [marielle.lize@justice.fr](mailto:marielle.lize@justice.fr)

Camille BARRULL (BD, DVD) : [camille.barrull@justice.fr](mailto:camille.barrull@justice.fr)

Estelle ROL (Ouvrages) : [estelle.rol@justice.fr](mailto:estelle.rol@justice.fr)

- pour les questions d'ordre administratif et financier :

Services économiques : [serviceseco.enap@justice.fr](mailto:serviceseco.enap@justice.fr)

## 9.3 Dispositions préalables à la commande d'ouvrages

Les commandes d'ouvrage(s) ou de DVD peuvent faire l'objet d'un devis préalable. La demande de devis émanant de la médiathèque de l'ENAP pourra être établie par messagerie électronique, par télécopie ou par téléphone.

A cet effet, le titulaire désignera un interlocuteur unique chargé de répondre à toutes les questions se rapportant à (aux) ouvrage(s) ou aux vidéos dont l'acquisition est envisagée (disponibilité, stock, délai de livraison, prix, ...).

Le nom et les coordonnées de cet interlocuteur sont indiqués dans l'offre du titulaire. En cas de changement, le titulaire sera tenu d'en informer l'Énap sans délai.

En cas de demande de devis, le titulaire fournira à la médiathèque de l'ENAP l'ensemble des renseignements nécessaires à la passation de la commande dans un délai maximum de 48 heures. Pour les ouvrages qui ne peuvent pas être fournis, le titulaire adressera à l'Énap un message par voie électronique ou une attestation par télécopie indiquant l'incapacité de fournir le document dans les conditions du marché.

## 9.4 Forme des bons de commande

Chaque bon de commande comportera au minimum les indications suivantes :

- ✓ la désignation, les références de l'éditeur et le nombre d'exemplaires commandés pour chaque titre ;
- ✓ le prix unitaire TTC et le prix total TTC ;
- ✓ L'adresse et le service de livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur validité ne peut dépasser la durée maximum du délai de livraison fixé dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières.

Concernant le lot n° 1, la mention « urgent » pourra être ajoutée sur le bon de commande. Il s'agit des commandes d'ouvrages « demandes de lecteurs ». Ces commandes seront traitées en priorité et feront toujours l'objet d'un bon de commande spécifique.

### **9.5 Traitement des commandes**

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG/FCS, le titulaire devra **traiter la commande dès réception du bon de commande**. Il s'engage à communiquer à l'ENAP par la voie de l'interlocuteur désigné à l'article 9.2 précédent, **dans un délai maximal de 48 heures pour les ouvrages ou les vidéos d'éditeurs nationaux et de 72 heures pour les éditeurs étrangers**, toutes les informations dont elle pourrait avoir besoin, notamment des ouvrages ou vidéos « non disponibles » ou en « réimpression » et des délais de disponibilité. Si le délai de disponibilité est supérieur à 15 jours (7 jours pour les demandes de lecteurs), l'administration se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article 9.1 du présent cahier des clauses administratives et techniques particulières.

### **9.6 Modalités de livraison**

Les livraisons sont effectuées au fur et à mesure de la réception des documents par le titulaire du présent marché.

**Toute livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison** faisant apparaître au minimum, pour chaque document, la référence du bon de commande correspondant, le titre, l'auteur, l'éditeur, le nombre d'exemplaires et le prix.

Le titulaire effectuera les livraisons au domicile de la médiathèque de l'ENAP par les moyens définis dans son offre. La livraison par voie postale est acceptée ponctuellement mais doit rester exceptionnelle.

Les conditions tarifaires relatives aux livraisons effectuées par le titulaire sont indiquées dans son offre.

### **9.7 Opérations de vérifications et décisions après vérifications**

Par dérogation à l'article 23 du CCAG – F.C.S, les opérations de vérifications quantitative et qualitative seront effectuées par le service prescripteur.

En cas de livraison d'un ouvrage ne correspondant pas à la commande (par ex. mauvaise édition, nombre d'exemplaires ne correspondant pas à la commande ou au bon de livraison, etc.) ou en cas de livraison d'un ouvrage défectueux ou abîmé, le titulaire s'engage à le reprendre ou à l'échanger sans frais, transport et emballage compris, même si l'ouvrage défectueux (incomplet, problème d'impression, etc.) a été estampillé.

La signature à réception du colis ne vaut pas vérification quantitative et qualitative de la commande livrée.

Seule la vérification à l'ouverture des cartons par le service destinataire fait foi.

### **9.8 Vérification quantitative**

La vérification quantitative consiste à vérifier la concordance entre la quantité commandée indiquée dans le bon de commande et la quantité livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande, le service prescripteur peut mettre le titulaire du marché en demeure de compléter sa livraison dans les délais qui lui seront prescrits, de reprendre l'excédent si la livraison dépasse la commande sans suppléments de prix.

### **9.9 Vérification qualitative**

Si les fournitures livrées ne correspondent pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront être refusées et devront être immédiatement remplacées aux frais du



fournisseur dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés et les prestations réexécutées au frais du titulaire dans le délai prescrit par le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure formelle.

Les critères d'appréciations porteront sur :

- le bon état général ;
- la reliure ;
- la couverture ;
- l'absence de défaut d'impression.
- Conformité par rapport à la commande (édition, titre, etc...)

Selon la situation, en cas de non-conformité, le bon de livraison et son duplicata ou le rapport d'intervention devront être rectifiés sous la signature des représentants des deux parties (pour le bon de livraison et son duplicata uniquement).

## **9.10 Gestion durable de l'environnement**

Les fournitures et prestations du présent marché doivent respecter les principes et la réglementation garantissant une gestion durable de l'environnement.

Le cadre de réponse technique du candidat précise les mesures mises en place dans le cadre de la gestion durable de l'environnement, tant du point de vue organisationnel que de la composition des fournitures et de leurs emballages, de leur élimination, de leur revalorisation et de leur récupération en fin de vie, etc.

Les attestations correspondantes délivrées par des organismes certificateurs accrédités ou tout autre moyen de preuve approprié tel que dossier technique du fabricant, rapport d'essai d'un organisme reconnu seront jointes en annexe de ce cadre de réponse technique.

Le titulaire s'engage, en cours d'exécution du marché à apporter la preuve sur demande expresse de l'ENAP, que les fournitures qu'il livre répondent aux spécifications portant sur la gestion durable de l'environnement. L'engagement du candidat en la matière devra être constant tout au long du marché.

## **Article 10. Avance forfaitaire**

Sans objet.

## **Article 11. Pénalités**

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG – FCS, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur.

Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire. L'ENAP peut décider de ne pas appliquer la pénalité encourue.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 50 % du montant H.T. de la commande et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### ➤ **Pénalités de retard**

Une tolérance de retard de 24h00 peut être exceptionnellement accordée dans des délais de livraison.

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de toute documentation demandée dans le cadre du présent marché : 5 % du montant de la prestation par jour ouvré de retard.
- Retard dans la livraison de la commande entière : 5 % du montant de la commande par jour ouvré de retard.

### ➤ **Autres pénalités**

Hors retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Défaut de transmission du bon de livraison ou en cas de transmission d'un bon de livraison ne correspondant pas au bon de commande : forfait de 5 % du montant de la commande.
- Impossibilité constatée d'obtenir une réponse dans un délai de 5 jours à compter de la première demande concernant le suivi commercial ou technique du marché : forfait de 40 EUR par défaillance constatée.

## **Article 12. Attestations à fournir**

En application des articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, les prestataires remettront au pouvoir adjudicateur, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat aux torts des titulaires.

## **Article 13. Force majeure**

La force majeure se définit comme une situation imprévisible, insurmontable et externe au regard des parties empêchant celles-ci d'accomplir leurs obligations.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Il est expressément convenu que le fait de grève de tout ou partie des personnels du titulaire est exclu de la notion de force majeure et ne saurait à cet égard constituer un motif d'exonération de responsabilité.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie, dans les plus brefs délais, par tout moyen, doublé d'une lettre traçable, à l'autre partie. Il est alors convenu d'une concertation rapide entre les deux parties afin d'envisager la continuité du service perturbé par l'événement.

Chaque partie supporte les conséquences, notamment financières, directes et indirectes de la survenance d'un événement de force majeure.

## **Article 14. Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG – FCS

## Article 15. Règlement des litiges

Tout différend survenant à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives à la consultation sont rédigées en français.

Le Tribunal administratif de Bordeaux sera seul compétent pour connaître l'objet du litige conformément à la législation en vigueur.

## Article 16. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions du pouvoir adjudicateur et à informer celui-ci, le cas échéant, des traitements effectués par un sous-traitant.

Les parties s'engagent à informer les personnes concernées, au moment de la collecte, de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données) et à leur transmettre l'adresse du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur. Celui-ci est chargé de centraliser leurs demandes d'exercice de leurs droits et d'y donner suite, avec l'aide du fournisseur si nécessaire.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur est [dpo.enap@justice.fr](mailto:dpo.enap@justice.fr)

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toute violation des données et à y remédier. Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur se charge de notifier les violations de données à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Le titulaire s'engage à prendre des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données et à préciser celles-ci au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du CCAG – FCS, aucune pénalité n'est prévue.

## Article 17. Droit à la langue

La langue du présent marché est la langue française, applicable dans l'ensemble des échanges écrits et oraux avec les candidats et le titulaire.

## Article 18. Dérogation au CCAG

L'article 9.5 du présent CCATP déroge à l'article 3.7 du CCAG / Fournitures courantes et de services.

L'article 11 du présent CCATP déroge à l'article 14 du CCAG / Fournitures courantes et de services.

L'article 16 du présent CCATP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG / Fournitures courantes et de services.

*Fin du CCATP*

(Date, cachet et signature)

Précédés de la mention « *Lu et  
approuvé* »